

## Journal of the Canadian Historical Association Revue de la Société historique du Canada



# Solder les comptes : les sources de crédits dans les magasins généraux ruraux de l'est canadien au milieu du XIXe siècle

Béatrice Craig

Volume 13, Number 1, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/031152ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/031152ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0847-4478 (print)

1712-6274 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Craig, B. (2002). Solder les comptes : les sources de crédits dans les magasins généraux ruraux de l'est canadien au milieu du XIXe siècle. *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 13(1), 23–47. <https://doi.org/10.7202/031152ar>

Article abstract

According to most historians, specie was scarce in British North America. Large-scale merchants solved the problem by using the services of chartered banks, which issued notes. However, bank notes had a relatively high face value (5 shillings or \$1 or more), and were thus of limited use at country stores. Country merchants and their clients circumvented the problem through book credit and payment in kind. Yet, the account books of three country merchants in New Brunswick and the Montreal hinterland tell a different story. They suggest that the shortage of specie varied in time and place and was greatly dependent on the current economic situation. The case of one of the New Brunswick merchants also suggests that country storekeepers did not necessarily view banks and bank notes as the best solution to their problems.

## Solder les comptes: les sources de crédits dans les magasins généraux ruraux de l'est canadien au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle

BÉATRICE CRAIG

L'Amérique du Nord britannique n'eut pas de monnaie propre avant l'émission de pièces d'argent et de cuivre par le Canada Unis en 1858, et l'émission de papier-monnaie par cette même province en 1866. Jusque-là, les habitants des provinces britanniques durent se débrouiller avec un assortiment hétéroclite de pièces britanniques, américaines, espagnoles, portugaises et françaises<sup>1</sup>. Les historiens ont généralement conclu que les espèces circulantes étaient insuffisantes pour couvrir les besoins de la population<sup>2</sup>. Selon A. Redish, la pénurie n'affectait que les bonnes pièces (ni usées, ni altérées, ni surévaluées)<sup>3</sup>. Sur le plan pratique toutefois, une pénurie de pièces dont la valeur n'était pas fictive n'était pas différente d'une pénurie tout court et les contemporains se plaignaient du manque de numéraire. Les historiens ont attribué la fondation de banques (privées ou à charte) au tournant des années 1820 à cette pénurie, à laquelle s'ajoutaient un besoin croissant de crédit à court terme, et le désir de stabiliser le taux de change des traites en livres sterling (sterling bills)<sup>4</sup>. Les banques escomptaient les effets de commerce des négociants et leur remettaient des billets qu'elles émettaient pour le besoin. Ce faisant, elles augmentaient le volume de la monnaie en circulation. Les billets étaient remboursables sur demande et en monnaie légale au siège social<sup>5</sup>. Les banques et leurs billets simplifiaient donc la vie des négociants.

---

1 A.B. McCullough, *Money and Exchange in Canada to 1900* (Toronto : Dundurn Press, 1984), 110-12.

2 Peter Baskerville, *The Bank of Upper Canada* (Ottawa : Carleton University Press, 1987), xxiv. E.P. Neufeld, *Money and Banking in Canada* (Toronto : McClelland and Stewart, 1964), 1; McCullough, 22.

3 Angela Redish, « Why Was Specie Scarce in Colonial Economies? An Analysis of the Canadian Currency, 1796-1830, » *Journal of Economic History* 44/3 (1984): 713-28.

4 Les banques de Montréal (fondée en 1817), de Québec, en 1818, du Canada, en 1819, reçurent une charte provinciale en 1821; la banque du Nouveau-Brunswick fut fondée en 1820, et celle du Haut-Canada en 1821. La Halifax Banking Company, une société privée, fut établie en 1825. McCullough, 85-88, 172, 152; Neufeld, 1-3; Baskerville, xxiv-xxvi.

5 McCullough, 86.

Tout le monde n'était toutefois pas négociant, et il n'est pas évident que le développement des banques et du papier monnaie aient été d'un grand secours pour les individus de condition plus modeste. Les banques n'étaient autorisées qu'à émettre des billets d'une valeur égale ou supérieur à 5 shilling (ci-après) cours de Halifax (Halifax currency ou cy.) ou 1.00 \$<sup>6</sup>. Or, les salaires journaliers étaient généralement très inférieurs à cette somme, tout comme la plupart des marchandises vendues dans les magasins<sup>7</sup>. Tout client qui voulait payer comptant devait payer en espèces métalliques, s'assurer que ses achats correspondent à un multiple de 5s, ou vérifier que le marchand pouvait lui faire la monnaie sur un billet de banque – donc avait en sa possession suffisamment de petites pièces. Du fait de leurs valeurs relativement élevées, les billets de banque manquaient de souplesse pour les transactions ordinaires dans un magasin. Les billets de banque pouvaient par contre indirectement faciliter les échanges locaux, en diminuant la demande des négociants pour les espèces métalliques.

Les recherches des historiens suggèrent toutefois que marchands et clients manquaient d'espèces. Les marchands résolurent le problème en faisant crédit à leurs clients, et en acceptant des paiements en nature. Les clients venaient au magasin tout au long de l'année pour s'y procurer ce dont ils avaient besoin, et leurs achats étaient portés au compte. Il en allait de même des paiements sous des formes très diverses qui s'échelonnaient au cours de l'année et s'intensifiaient au moment des récoltes et de l'abattage. De temps à autre, on soldait le compte. Les débits et crédits étaient totalisés, la différence calculée, et le solde, qui était généralement une petite somme, pouvait être soit reporté au compte, ou réglé avec les quelques espèces que le client était parvenu à se procurer. Le manque d'espèces compliquait également les échanges entre individus, qui faisaient face au même problème que le marchand. Comment payer pour une denrée ou un service sans argent? Le marchand venait à la rescousse en portant la valeur de ces transactions au débit de l'acheteur et au crédit du vendeur dans son livre de compte. De la sorte, aucun numéraire n'avait à changer de main<sup>8</sup>.

6 McCullough, 88, 172.

7 A titre d'exemple, dans la région du Nouveau-Brunswick étudiée ci-dessous, le salaire d'un journalier était de 2/6 ou 50c; celui d'un moissonneur, 5s; les servantes gagnaient 12/6 par mois, en plus d'être de nourries et logées.

8 Alan Greer, *Peasant, Lord and Merchant, Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840* (Toronto: Toronto University Press, 1985), 145-51; Elizabeth Mancke, « At the Counter of the General Store: Women and the Economy in Eighteenth Century Nova Scotia, » dans *Intimate Relations, Family and Community in Planter Nova Scotia, 1759-1800*, dir. Margaret Conrad (Fredericton:Acadiensis Press, 1995), 167-81; Douglas McCalla, « The Internal Economy of Upper Canada: New Evidence on Agricultural Marketing Before 1850, » *Agricultural History* 59/3 (1985): 397-416; Douglas McCalla, « Rural Credit and Rural Development in Upper Canada, 1790-1850, » dans *Merchant Credit and Labour Strategies in Historical Perspective*, dir. Rosemary Ommer (Fredericton, N.B.: Acadiensis Press, 1990), 255-72; Douglas McCalla,

Par exemple, entre 1791 et 1840, le numéraire ne constituait que 3 à 30% des sommes portées au crédit des clients des 13 magasins généraux haut-canadiens étudiés par D. McCalla<sup>9</sup>. Il ne représentait plus de 20% des crédits que dans deux magasins (Thames Steam Navigation à Chatham près de Windsor en 1835, où l'argent (« cash ») représentait 35% des paiements, et le magasin McLean à Charlottenburg à la frontière avec la Bas-Canada, où il constituait 21% des crédits). Les paiements se faisaient généralement sous forme de blé, porc, seigle, orge, cendres, bois d'œuvre et tabac. Barker et Stevenson, propriétaires d'un magasin à Picton (Haut-Canada) entre 1825 et 1833 étaient de même payés en produits agricole, principalement blé, farine et porc<sup>10</sup>. Le numéraire représentait à peine 10% des crédits. Le manque de numéraire avait donc transformé le marchand rural en agent de la circulation; il présidait à la distribution de produits manufacturés ou exotiques dans les campagnes, et rassemblait et expédiait hors de la localité une grande variété de produits locaux. Ce modèle pourrait aisément être érigé en norme. Une situation similaire avait d'ailleurs prévalu aux États-Unis au moins jusque dans les années 1840, et dans les colonies qui les avaient précédés<sup>11</sup>. La mise en circulation d'espèces provinciales inférieures à un dollar au début des années 1860 aurait dû contribuer à résoudre ces problèmes d'échanges.

Le cas des trois magasins discutés ci-dessous incite à la prudence. D'une part, le modèle haut canadien n'était peut être pas généralisable. Les ruraux pouvaient apparemment mettre la main sur des quantités non négligeables d'argent, si l'on en croit leurs paiements aux magasins. D'autre part, le développement du système bancaire n'était probablement pas la solution au problème de numéraire des marchands et de leurs clients. Dans les deux régions étudiées, l'importance de l'argent comme source de crédit *diminua* au cours du siècle, en dépit de l'augmentation de la circulation de billets de

---

*Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870* (Toronto: University of Toronto Press, 1993), 146-47; Claire Lapointe, « Les marchands ruraux anglophones de la région de Montréal entre 1765 et 1840, » (mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1991), 95.

9 McCalla, « The Internal Economy of Upper Canada »; McCalla, « Rural Credit and Rural Development in Upper Canada »; McCalla, *Planting the Province*, chap. 5, 66-91 and table 5.5, p. 269.

10 McCalla, « Rural Credit and Rural Development ».

11 Christopher Clark, *The Roots of Rural Capitalism, Western Massachusetts, 1780-1860* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1990), 171: à Amherst, en 1827, les crédits en produits du pays représentaient 42% de la valeur totale, et ceux en argent, 30%; Kevin M. Sweeney, « Gentlemen Farmers and Inland Merchants : The Williams Family and Commercial Agriculture in Pre-Revolutionary Western Massachusetts, » dans *The Farm*, dir. Peter Benes (Boston University Press : 1988), 60-73 : à la veille de la Révolution, les clients du magasin du major Elijah Williams à Deerfield payèrent en billets à ordre et transferts à une tierce personne (30%), argent (24%), biens immobiliers ou fonciers (16%), produits du pays (15%) et travail (14%).

banque. Une diminution de l'argent comme source de crédit dans les magasins pouvait accompagner une diminution de la quantité de papier-monnaie en circulation, mais le contraire n'était pas vrai. La conjoncture économique et un accès privilégié à des sources de monnaie métallique jouaient un rôle aussi, voire plus, important, que la disponibilité de billets de banque. Par conséquent le recours à l'argent au magasin général variait beaucoup dans le temps et l'espace. Quant aux marchands, pour les besoins desquels on aurait établi les banques, ils en avaient peut être moins besoin qu'on pourrait le supposer.

### Les magasins et leur région

Le magasin Dewar et Hopkins était situé à Saint-André-Est à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Montréal, sur la rive gauche de la rivière des Outaouais<sup>12</sup>. En 1834, Duncan Dewar, jusque-là commis chez le marchand Guy Richard, racheta le magasin de son employeur, en association avec le neveu de ce dernier, Richard Hopkins. En 1850, Duncan Dewar contruisit une tannerie à Saint-André, et peu après un moulin à broyer les écorces pour alimenter sa manufacture en tannin<sup>13</sup>. Au milieu du siècle, il y avait, selon l'historien local B.A. Wales, 13 marchands à Saint-André, plusieurs moulins à farine et scieries et trois tanneries dont celle de Dewar. Wales décrit en plus grands détails les activités de l'un des magasins, tenu par MM. Blanchard et son ancêtre Benjamin Wales. Ce magasin ouvrit ses portes en 1832, et quoique spécialisé en quincaillerie, vendait néanmoins un peu de tout. Blanchard et Wales recueillaient des produits agricoles divers, « which were shipped by barges and steamers to Montreal ». Blanchard et Wales se procuraient aussi du porc auprès des fermiers, qu'ils mettaient en barils et vendaient aux chantiers forestiers de la région<sup>14</sup>.

Le magasin Dufour, tenu par les frères Abraham et Simon était situé à Saint-Basile, au nord-ouest du Nouveau-Brunswick. Les Dufour l'achetèrent d'un autre marchand en 1845. Le magasin resta en opération jusque 1848. Le magasin de John Emmerson était situé à quelques 7 kilomètres du magasin

12 Le hasard a présidé au choix de ces deux régions. Deux projets de recherche successifs m'ont mis entre les mains trois collections de livres de comptes. J'ai utilisé les livres des magasins du haut Saint-Jean à d'autres fins et une de mes anciennes assistantes de recherche utilisa certains des livres de Dewar et Hopkins pour ses besoins propres; je dois beaucoup à Elizabeth Turcotte qui a transcrit les livres pour 1835 et 1839-1840. Les trois séries suggéraient des pistes intéressantes concernant le commerce de détail rural, le recours à l'argent, la distribution des produits manufacturés et l'émergence de nouveaux modes de consommation dans les campagnes. Les données ainsi recueillies complémentent aussi très bien les travaux de Doug McCalla sur le Haut-Canada.

13 Cyrus Thomas, *History of the Counties of Argenteuil, QC, and Prescott, On.* (Montreal: John Lovell and Son, 1896), 85.

14 B.A. Wales, *Memories of Old St. Andrews and Historical Sketches of the Seignior of Argenteuil* (Lachute, QC: Watchman Press, 1934), 79-85.

Dufour, en un endroit qui devint plus tard la ville d'Edmundston. Le magasin existait encore en 1890.

Saint-André était un des deux villages de l'ancienne seigneurie d'Argenteuil<sup>15</sup>. La clientèle du magasin toutefois ne se limitait pas aux villageois; le magasin attirait aussi des clients de la partie rurale de l'ancienne seigneurie, et du canton de Chatham immédiatement à l'ouest. Les clients du magasin venaient de la seigneurie et du canton; quelques-uns venaient aussi de l'autre côté de la rivière (Hawksbury et Rigaud). Saint-André avait accès à la rivière des Outaouais par l'intermédiaire de la rivière Rouge, et par là, après l'ouverture du canal Lachine, à Montréal. Le premier service de vapeur reliant la seigneurie avec Lachine date de 1826. En 1842, il y avait 345 habitants à Argenteuil et 191 à Chatham. En 1851, la population de la seigneurie était passée à 4450, et celle de Chatham à 3167<sup>16</sup>. Les trois quarts des ménages de Chatham étaient des ménages de fermiers. Mais Saint-André avait commencé précocement à s'urbaniser; c'était un des villages identifiés par Bouchette en 1831 et, dès 1842, 52% de ses ménages n'avaient pas un fermier à leur tête<sup>17</sup>. Dans les années 1820 et 1830, les zones riveraines de Chatham et Argenteuil avaient attiré une importante population de travailleurs engagés dans la construction des canaux de Grenville et de Carillon. Les canaux, construits sous la direction des Royal Engineers et financés par les Britanniques permettaient de contourner les rapides de Carillon et du Long-Sault. En 1830, les Britanniques construisirent une caserne à Carillon (à la limite entre Chatham et Argenteuil), pour deux compagnies du 20th Royal Engineers, chargés de la défense des canaux. Les travaux furent une aubaine pour la population locale. Selon B.A. Wales,

In the eventful years, from 1825 to 1834, during which the work went forward, the circulation of British gold and silver currency greatly stimulated all the business activities of the time, both in Carillon and St. Andrew.<sup>18</sup>

15 Wales, *Memories of Old St. Andrews*.

16 Canada, Bureau d'enregistrement et de statistiques, *Recensements des Canadas, 1851-2*, 2 vols. (Québec: Lovell et Lamoureux, 1853); Statistics Canada, J.H. Pope, J.C. Taché, Canada, Department of Agriculture, *Census of Canada, 1665 to 1871. Recensements du Canada. Statistiques du Canada*, Volume IV (Ottawa : J.B. Taylor, 1876).

17 B. A. Wales, 77-86; pour une synthèse de l'histoire de la région, voir Serge Laurin, *Histoire des Laurentides* (Québec: IQRC, 1989); Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada* (London, 1832), « Argenteuil ». Saint-André d'Argenteuil est aussi un des noyaux villageois existant en 1831 et identifié par Courville. D'après lui, il y avait trois noyaux villageois dans l'ancienne seigneurie en 1851. Serge Courville, *Entre ville et campagne* (Québec: Presses de l'Université Laval, 1990), 273, 281.

18 Wales, *Memories of Old St. Andrews*, 88.

La bonne fortune ne survécut pas au départ des constructeurs de canal. De plus, selon l'historien régional Serge Laurin, l'agriculture déclina dans Argenteuil et Chatham. Laurin blâme la "crise agricole du Bas-Canada" pour ce déclin<sup>19</sup>; Toutefois, le sol de la région n'est pas très bon, et le potentiel agricole de celle-ci est limité. L'agriculture aurait décliné tôt ou tard, avec ou sans la "crise agricole". La population stagna, voire déclina après le milieu du siècle. En 1871, Chatham comptait 3422 people, et l'ancienne seigneurie d'Argenteuil 3892<sup>20</sup>.

Saint-Basile était la colonie la plus ancienne de la haute vallée du fleuve Saint-Jean, et le magasin Dufour était situé sur la rive nord de la rivière, à proximité de l'une des trois églises de la région. En 1840, la vallée comptait 3460 habitants. En 1842, elle fut partagée dans le sens de la longueur par le traité Webster Ashburton. Le Nouveau-Brunswick retint la rive nord, et les Américains acquérèrent la rive sud. Ceci n'eut pas d'impact visible sur le commerce. Les clients des Dufours et d'Emmerson venaient des deux rives. Dans les années 1850 et 1860, Emmerson fournissait même des colporteurs et marchands du côté américain avec des marchandises qu'il faisait venir de la ville de Québec. Il y avait 2917 habitants sur la rive sud en 1850 et 3434 sur la rive nord en 1851. En 1860 et 61, les chiffres étaient 5234 et 4535. La vallée était massivement rurale et presque tous les chefs de famille étaient fermiers jusque 1860<sup>21</sup>. Néanmoins, au milieu du siècle, l'industrie forestière jouait un rôle important dans l'économie locale. Les exploitants forestiers, les hommes qui organisaient des équipes d'abattage, amenaient le bois aux rivières pour être assemblé en radeaux, et quelquefois organisaient même le flottage jusque Fredericton ou Saint-Jean, étaient soit des entrepreneurs de l'extérieur, ou des fermiers-bûcherons locaux. Les premiers étaient originaires du sud du Nouveau-Brunswick, du Bas-Canada, ou du sud du Maine et du Massachussets. Peu importe la durée de leurs opérations dans la vallée, il n'y finissaient pas leurs jours. Le second groupe se composait de fermiers de la région qui s'adonnaient à un peu de coupe l'hiver à l'arrière des terres cultivées. Ou bien il se procuraient un permis de coupe pour une petite surface du bureau des terres de la couronne, ou bien ils passaient un contrat avec un gros exploitant pour faire la coupe sur son territoire. John Emmerson s'adonna aussi à la coupe au début des années 1850, ou plus exactement, obtint un permis, et donna le travail en sous traitance à des fermiers locaux<sup>22</sup>. La vallée souffrit

19 Laurin, *Histoire des Laurentides*, 236 et 311.

20 Census of Lower Canada, seigneurie d'Argenteuil, 1214-1225; Chatham, 1233-1244, Archives nationales du Canada (ci-après ANC), bobine C-728.

21 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> recensements des États-Unis, État du Maine, County of Aroostock (1840-1850-1860), US National Archives and Records Administration; Province du Nouveau-Brunswick, recensements de 1851 et 1861, paroisses de St Francis, Madawaska, St Basile et St Léonard.

22 Archives provinciales du Nouveau-Brunswick (ci-après APNB), Timber licence book 663B2, 1839-1870.

beaucoup de l'effondrement des cours du bois de tonne, et des politiques restrictives d'accès aux terres à bois du gouvernement du Maine à la fin des années 1840. La crise mit aussi fin au magasin Dufour. Les seules transactions rapportées dans leur grand livre en 1848 sont des soldes de comptes. En 1848, les prix du bois, et des provisions pour les chantiers s'étaient effondrés. Les clients des Dufours ne pouvaient plus payer leurs dettes, les frères en traînèrent quelques-uns en justice, et furent à leur tour attaqués par leur commis auquel ils devaient un peu plus de 400 \$ de salaire, et par leurs fournisseurs<sup>23</sup>. En 1850, les deux frères sont énumérés comme fermiers dans le recensement; les comptes en souffrances ont été transférés à un M. Vinal de Bangor, d'après le grand livre. Emmerson par contre survécut à cette crise, et aux suivantes. Il mourut en 1867, et sa succession se montait à 108 000 \$<sup>24</sup>. C'était une belle réussite, parce qu'il semble que John Emmerson n'avait pas grand chose à son nom à son arrivée dans la vallée en 1828. En 1831, il vivait avec son père et trois frères plus jeunes. Les hommes possédaient à deux pièces de terre. Sur la première se trouvait une maison et trente arpents de défrichement; "he and his brother cut down some last season" sur la seconde d'après l'agent des terres<sup>25</sup>. Les récoltes catastrophiques de 1833 amenèrent le Surveillant Provincial du territoire contesté John McLaughlan à faire une enquête sur l'état de l'agriculture locale. Emmerson vivait alors seul avec son père. Ses frères avaient disparu. Il ne possédait aucun bétail, seulement un cheval. Ses récoltes de l'année étaient très maigres, mais il affirmait avoir récolté en moyenne 100 boisseaux de blé et autant d'avoine et de pommes de terre les années précédentes<sup>26</sup>. Au début des années 1830 donc, John Emmerson était en passe de devenir un fermier prospère, mais l'agriculture seule ne lui aurait jamais permis d'accumuler des biens à concurrence de 100 000 \$<sup>27</sup>.

23 Houlton, Maine, Houlton District Court, 1847-1849. Les deux frères intentèrent une action contre 7 clients, pour un total de 340 \$, contre le fermier bûcheron Louis Albert, pour 460.55 \$ et contre deux marchands de Fredericton pour 257.20 \$. François St Jean, lui, réclama 480 \$ de ses employeurs.

24 APNB, RS73A, Victoria County Probate Court Records, John Emmerson, 1867.

25 « Report of John G. Deane and Edward Kavanagh to Samuel E. Smith, Governor of the State of Maine, » edited and introduced by W.O.Raymond, New Brunswick Historical Society, *Collections* III (1907), 424.

26 APNB, Papers of the Legislative Assembly relating to the settlement of Madawaska, « Report of the Commissioners of Affairs at Madawaska, 1834 ».

27 À titre de comparaison, Régis Thériault, probablement l'un des plus riches habitants de la vallée, décède en 1868. Sa succession, qui inclut deux fermes, un quadruple moulin (à farine, à scie, à carder et à fouler), une tannerie et une forge, se montait à 9500 \$: Victoria County APNB, RS73A, Probate Court Records, Régis Thériault, 1868.



## Les sources

Nous disposons d'une collection variée de documents se rapportant aux trois magasins. Dewar et Hopkins nous ont laissé une série de livres brouillards couvrant les années 1835 à 1857, ainsi qu'un livre de compte de la tannerie pour les années 1860 à 1870<sup>28</sup>. Les entrées dans le livre brouillard étaient destinées à être recopiées dans le grand livre, dont elles renvoient aux pages, à coté du nom du client. Les brouillards sont tenus sur une seule colonne et sont très bien écrits. Les comptes ne sont jamais soldés dans ces livres, probablement parce que les soldes étaient calculés dans le grand livre<sup>29</sup>. Le magasin Dufour nous est connu par un unique grand livre commençant au milieu de 1845, quand les frères achetèrent le magasin. C'est la suite d'un autre livre, dont il reporte les comptes. Le livre est organisé par clients et les débits et crédits sont portés dans deux colonnes distinctes. Ce livre est aussi clairement écrit. Les comptes sont soldés à intervalles irréguliers, mais au moins une fois l'an<sup>30</sup>. Le magasin Emmerson lui a laissé derrière lui une énorme série de documents couvrant la période 1845 à 1901<sup>31</sup>. Les plus anciens semblent avoir été préservés pour régler la succession. Deux grands livres étiquetés C et D couvrent la période 1851 à 1867. Une série de livres aide-mémoire (*memorandum books*) étiquetés C à J couvrent la période 1848 à 1875; ils se chevauchent dans le temps (les comptes d'une même année peuvent être portés dans plusieurs livres). Les comptes sont portés sur une seule colonne, mais sont organisés par clients. Ce ne sont pas des brouillons des grands livres. Un individu peut avoir un compte dans le grand livre, dans un livre aide-mémoire ou dans les deux. Quand un individu a un compte dans les deux livres, les entrées ne sont pas les mêmes. Il faut donc combiner les informations dans les deux types de livres pour reconstituer les transactions de chaque client. Les grands livres sont propres et faciles à lire. Il n'en va pas de même des autres livres, dont les comptes sont féroce-ment raturés à l'encre noire une fois soldés. Ceci se produit en gros quatre fois l'an. Le déchiffrement peut être laborieux. On possède également des brouillards postérieurs au décès d'Emmerson. Et, finalement, la collection inclut un livre de livraisons couvrant les années 1846 à 1867, et un livre de commandes reçues pour 1849-1859.

Dans les trois magasins, les comptes étaient tenus en livres cours de Halifax (Emmerson de temps à autre inscrit une transaction en dollar). Le taux de change est de 4 \$ pour une livre de Halifax. Pour simplifier les calculs, j'ai

28 Le brouillard énumère toutes les transactions au jour le jour.

29 Dewar and Hopkins Daybooks, September 1834-August 1836; January 1837-December 1842; June 1851-December 1852 and 1856-1857, Musée d'Argenteuil, Carillon, PQ.

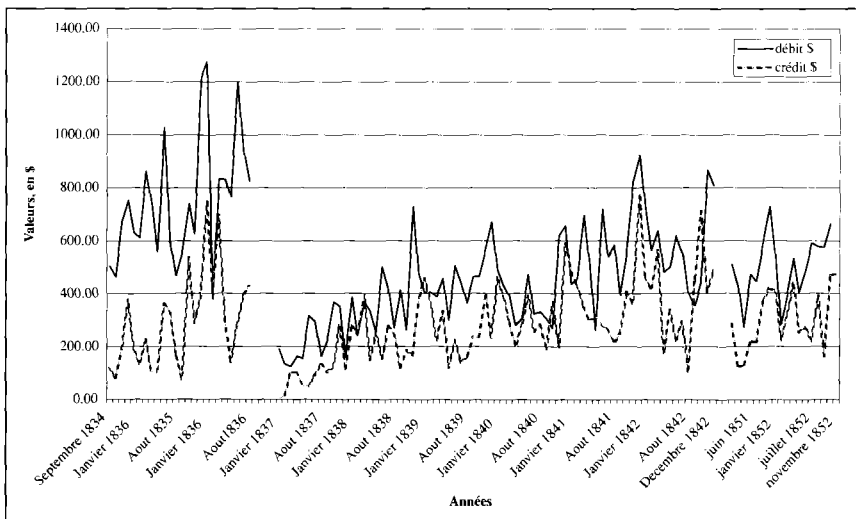
30 University of Maine at Fort Kent (USA), Acadian Archives, Dufour ledger, 1845-1848.

31 Musée de Nouveau-Brunswick, St. John, NB., John Emmerson's papers and account books, 1845-1901.

converti toutes les valeurs en dollars. Comme de coutume à leur époque, les trois magasins faisaient crédit, et acceptaient une gamme très large de paiements. Toutefois, toutes les transactions du magasin n'étaient pas portées en compte. Chez Dewar et Hopkins, les crédits n'égalent jamais les débits (voir Figure 1) et quelquefois en sont même très loin. Probablement la différence était versée quand les comptes étaient faits, mais cette transaction aurait été reportée dans le grand livre et non dans le brouillards, puisque les calculs devaient se faire à partir du premier. Il est possible que ces soldes se soient effectués surtout en espèces, et donc que les livres sous-évaluent le volume de numéraire changeant de main au magasin. Les livres de John Emmerson sous-évaluent aussi probablement le volume de numéraire; on voit fréquemment apparaître la mention « pour tout solde de compte » (*paid in full*). La valeur, mais non la nature du paiement est indiquée, et ici encore, on soupçonne que ces transactions se faisaient surtout en argent.

Chez Emmerson, comme chez Dewar et Hopkins, on trouve aussi des mentions de « solde sur... » (*Balance on...*) suivies du nom d'un produit, et d'un prix bien en dessous de sa valeur habituelle. Comme le produit en question n'avait pas été acheté à une date antérieure, ceci suggère que le client payait une partie du prix au moment de l'achat et que le solde était porté en compte, pour être payé plus tard. Finalement, on trouve des entrées entre crochets carrés et raturées (le raturage étant différent de celui utilisé pour les comptes soldés) dans les livres aide-mémoire de John Emmerson. La valeur de ces transactions n'est jamais incluse dans les soldes. Il s'agit probablement d'achats que le

**Figure 1**  
**Débets et crédits Dewar et Hopkins 1834-1852**



marchand portait en compte avant d'apprendre que le client avait l'intention de payer comptant. Il est plausible que ces paiements, comme ceux pour solder les comptes étaient principalement effectués en espèces. Les livres n'enregistrent donc pas la totalité des transactions au magasin, mais sont une liste de dettes actives et passives.

L'analyse de ce genre de données prend énormément de temps. Je me suis donc limitée à des années spécifiques : 1835, 1850 et 1857 pour Dewar et Hopkins, 1846 pour Dufour et 1853 et 1863 pour Emmerson. 1846 et 1853 sont les premières années complètes des livres Dufour et Emmerson, et 1863 la dernière année complète<sup>32</sup>. Dans la cas de Dewar et Hopkins, j'ai retenu la première et la dernière année, et ajouté 1840 dont la transcription existait déjà et qui permet un jumelage avec le recensement du Bas Canada.

### Débits et crédits

Entre 200 et 500 ménages avaient un compte dans l'un des trois magasins dans les années retenues. Emmerson avait aussi des clients plus importants comme des exploitants forestiers, d'autres commerçants, des aubergistes ou des équipes d'arpenteurs, que j'ai exclus des calculs parce que le volume et la nature de leurs transactions étaient différents de ceux des ménages (voir Tableau 1). Le magasin de John Emmerson était constitué en fait de deux magasins en un, servant d'une part une clientèle de ménages ordinaires, et une clientèle « d'affaires ». Chez Emmerson comme chez Dufour, les clients incluaient aussi un petit nombre de fermiers qui s'adonnaient à la coupe du bois. Chez Emmerson, ces individus biaisent la distribution des formes de crédits, et je les ai par conséquent aussi exclus des calculs (ils ont réglé leurs comptes en bois de tonne). Le débit moyen du client ordinaire s'échelonnait de 7 \$ chez Dufour en 1846 à 24 \$ chez Dewar et Hopkins en 1835. La plupart des clients avaient toutefois de très faibles débits (voir Tableau 2). Les variations sont surtout le fait des clients constituant les deux premiers quartiles, et plus particulièrement des gros débiteurs. On note déjà que le volume total des débits, comme la valeur moyenne de ceux des clients constituant le premier quartile diminue fortement entre la première et la dernière année d'observation. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène. Les habitants de Saint-André ont pu avoir accès à un plus grand nombre de magasins ou de colporteurs, ce qui leur aurait permis de répartir leurs achats. Les individus les plus

32 Chaque page du grand livre était normalement consacrée à un seul client. Quand la page était remplie, le marchand en commençait une autre, rarement consécutive. Une fois toutes les pages du livre attribuées, le marchand devait reporter les comptes dans un autre livre. Or, les gros clients remplissaient leur dernière page plus rapidement que les autres, et étaient transférés des mois, voire un an ou deux, avant les clients les plus modestes. Le même phénomène se produisait en sens inverse au début du livre. Les deux livres couvrant la période 1851-1867 contiennent de gros comptes allant de 1851 à 1863, et de petits comptes allant de 1853 à 1867.

## SOLDER LES COMPTES

**Tableau 1**  
**Clientèles des trois magasins**

	Dewar et Hopkins 1835	Dewar et Hopkins 1840	Dewar et Hopkins 1857	Dufour 1846	John Emmerson 1853	John Emmerson 1863
N <sup>o</sup> de clients avec compte actif dans l'année <sup>a</sup>	368	388	488	294	219	211
N <sup>o</sup> de clients avec débits dans l'année	368	388	488	252	204	169
Valeur totale des débits de l'année en \$	8581	5275	4163	1800 <sup>b</sup>	3469	2688
N <sup>o</sup> avec payements crédités	155	276	248	208	173	162
Valeur totale des crédits de l'année	3036	3817	3217	3611	3593	3764
Valeur des billets à ordre	0	0	27	1181	0	0
N <sup>o</sup> de billets à ordre	0	0	1	19	0	0

Toutes valeurs exprimées en dollars.

<sup>a</sup> sont exclus: les exploitants forestiers, les fermiers-bûcherons, les aubergistes, autres marchands, et institutions.

<sup>b</sup> les débits de l'année et les reports de l'année précédente se montent à 3614\$

fortunés auraient même pu aller faire une partie de leurs achats à Montréal. La baisse pouvait aussi avoir été le résultat d'une modification de la situation économique des clients. Le départ des ouvriers travaillant à la construction des canaux, les difficultés économiques conséquentes aux Rébellions (Saint-Eustache était tout à côté) et la crise économique de 1856-57 ont tous pu avoir un impact néfaste sur les revenus des clients. Une troisième possibilité serait l'augmentation des achats au comptant, mais celle-ci est douteuse comme nous le verrons plus bas.

Au Nouveau-Brunswick, les crédits excédaient les débits de l'année (voir Tableau 1). Chez Dufour, ils atteignent presque la totalité des débits courants et antérieurs (achats de l'année et débits reportés des années précédentes, qui ensemble dépassaient un peu 4,000 \$). Tous les payements ne servaient donc pas à éponger les dettes de l'année. C'était particulièrement le cas des fermiers bûcherons qui accumulaient beaucoup de dettes à l'automne, et les rembouraient l'été suivant, après la vente de leur bois. Les fermiers bûcherons qui

**Tableau 2****Profils de la clientèle des trois magasins**

	Dewar et Hopkins 1835	Dewar et Hopkins 1840	Dewar et Hopkins 1857	Dufour 1846	John Emmerson 1853	John Emmerson 1863
Moyenne des débits de l'année, par client, en \$	23.9	11.2	10.61	7.1	17	15.9
Valeur moyenne premier quartile, en \$	0.96	0.73	0.4	1.0	1.5	1.4
Valeur moyenne second quartile, en \$	4.25	2.62	1.8	2.9	4.8	4.5
Valeur moyenne troisième quartile, en \$	14.62	8.15	5.9	6.2	11.6	10.3
Valeur moyenne quatrième quartile, en \$	75.79	42.88	34.8	18.6	50.3	47.6

versèrent plus de 6,000 \$ dans la caisse de John Emmerson en 1853 cessèrent ensuite leurs activités forestières, et leurs débits pour cette année là furent ceux de fermiers ordinaires.

Le magasin de Saint-André, lui, semble à première vue déficitaire. En 1835, les crédits représentaient 36% des débits, en 1840, 72% et en 1857, 77%. Il est évident que Dewar et Hopkins n'accusaient pas des pertes d'une telle ampleur. Le reste des paiements se faisait au moment du solde du compte, à partir du grand livre. On peut supposer que les clients étaient le plus susceptibles d'apporter de l'argent au magasin à ce moment là et donc qu'au fil des années les règlements en argent au moment du solde ont eux aussi dû diminuer. Les clients faisaient probablement de plus gros efforts pour payer pendant l'année (ou le marchand se faisait plus insistant) quand les possibilités de se procurer du numéraire étaient réduites. Dans l'autre cas, ils savaient que sans efforts particuliers, ils se procureraient au cours de l'année suffisamment d'espèces pour solder leur compte. La diminution de l'écart entre crédits et débits, couplée à la diminution des débits semble également suggérer que l'économie de Saint-André se détériorait, que les habitants avaient de plus en plus de difficultés à se procurer des espèces, et que leur capacité d'achat diminuait elle aussi.

Il est par contre impossible de savoir si les marchands faisaient un profit, parce qu'ils ne faisaient jamais de bilan. Les marchands faisaient aussi crédit à certains clients privilégiés des années de suite sans exiger de paiement. Par

exemple, un Léon Bellefleur, autrement fermier, mais qui fournissait les équipes d'arpenteurs établissant la frontière entre le Bas Canada et le Nouveau-Brunswick au début des années 1850 se procura les marchandises nécessaires chez John Emmerson (surtout des barils de farine) pendant près de deux ans, avant de solder son compte avec un chèque sur le trésor provincial. Ce genre de pratique aurait rendu le calcul d'un profit annuel très difficile. On doit supposer qu'un magasin restait ouvert aussi longtemps que le marchand avait l'impression qu'il était profitable. Le cas du magasin Dufour montre qu'un magasin pouvait être amené à fermer ses portes quand son fond de roulement s'évaporerait, même si sur le papier, il était profitable.

### **Solder les comptes**

Le magasin Dufour est le seul où les catégories de crédits avaient une distribution similaire à celle des magasins du Haut-Canada (voir Tableaux 3, 4 et 5). Les produits agricoles y représentaient près de la moitié des paiements, en terme de valeur ou de fréquence des paiements. L'argent jouait un rôle limité, mais non négligeable (10% des crédits, mais plus du quart des clients). Les clients obtenaient des crédits plus importants en transportant des marchandises aux chantiers. Les Dufours semblent avoir été à la tête d'une entreprise de transports, et non seulement engageaient des hommes du cru pour acheminer par voiture, bateau ou traîneau les marchandises qu'ils vendaient eux même aux chantiers, mais organisaient aussi le transport de fourrage que les exploitants forestiers achetaient directement des fermiers (Les Dufour transportaient beaucoup plus de fourrage qu'ils n'achetaient). Un tiers de clients furent crédités pour ce type d'activité.

Emmerson par contre recueillait peu de produits agricoles (un quart des clients en apportaient au magasin, et ils représentaient 6,5% des crédits en 1853, et le triple en 1863; voir Tableaux 3, 4 et 6). Ses clients recevaient beaucoup plus de crédits pour leur travail, surtout si l'on prend en compte travail et transports pour le compte du marchand. Toutefois, la forme de crédit la plus fréquente était l'argent, aussi bien en terme de proportion de clients y ayant recours, que de valeur totale des crédits (58% des clients et 41% des crédits en 1853, tombant à 39% des clients et 25% des crédits en 1863). Même en 1863, c'était plus que la proportion de crédit en argent dans la plupart des magasins du Haut-Canada. Mais ceci n'était rien comparé à la situation chez Dewar et Hopkins où des clients eurent recours à cette forme de paiement en 1835 et 1840, et presque la moitié en 1857 (voir Tableaux 3, 4 et 7). La proportion des crédits représentée par l'argent par contre chuta de manière assez spectaculaire, de 73% en 1835 à 54% en 1840 et 36% en 1857. La part des produits agricoles n'en évolua pas pour autant en sens inverse. Elle doubla entre 1835 et 1857; elle avait augmenté plus encore en 1840. Le déclin de l'argent comme source de crédit semble confirmer notre hypothèse relative au déclin total des débits.

**Tableau 3**  
**Sources de crédits**

	Année	Total des crédits	% credit en argent ("cash")	% credit en produits du pays	% représenté par la troisième source de crédit (ou classée plus haut)	Troisième (ou plus haute) source de crédit
Dewar et Hopkins	1835	3063	72.66	7.83	3.97	troisième partie
Dewar et Hopkins	1840	3814	54.4	21.5	4.3	troisième partie
Dewar et Hopkins	1857	3217	35.2	13.3	17.5	travail
Dufour	1846	3611	10.8	42.9	13.7	transports
Emmerson	1853	3593	40.8	6.6	12.1	travail
Emmerson	1863	3764	24.6	17.1	16.6	transports

**Tableau 4**  
**Fréquence d'utilisation des différentes sources de crédit**

	Année	Nombre total de clients	% crédité pour paiement en argent	% crédité pour paiement en produits du pays	% utilisant la troisième source de crédit
Dewar et Hopkins	1835	155	76.65	17.96	6.59
Dewar et Hopkins	1840	276	72.1	31.2	8.3
Dewar et Hopkins	1857	248	44.7	30.1	22
Dufour	1846	208	28.4	40.7	34.1
Emmerson	1853	173	57.8	24.3	12.1
Emmerson	1863	162	42	38.7	27.6

**Tableau 5**  
**Distribution des crédits chez Dufour 1846**

	% des crédits	% obtenant crédit
Argent	10.8	28.4
Produits du pays	42.9	40.9
Produits du bois	5.4	9.6
Transports	13.7	34.1
Travail	5	11.1
Textile et production féminine	2.1	12.5
Artisans/payment d'un tiers	11.7	10.6
Divers	8.5	28.4
Valeur totale	3611	
N <sup>o</sup> recevant crédit		208

# SOLDER LES COMPTES

**Tableau 6**  
**Distribution des crédits chez John Emmerson, 1853 et 1863**

	1853		1863	
	% des crédits	% obtenant crédit	% des crédits	% obtenant crédit
Argent	40.8	57.8	24.6	42
Produits du pays	6.6	24.3	17.1	38.7
Produits du bois	0.8	1.7	0	0
Transports	10.6	26	16.6	27.6
Travail	12.1	16.8	9.1	13.3
Textile et production féminine	3	8.7	1.2	3.9
Artisans/ paiement d'un tiers	2.8	5.8	3.8	5
Pelleterie	0	0	15.3	9.4
Divers	18.5	16.8	11.3	16
Valeur totale	3593		3764	
N° recevant crédit		173		162

**Tableau 7**  
**Distribution des crédits chez Dewar et Hopkins 1835, 1840 et 1857**

	1835		1840		1857	
	% des crédits	% obtenant crédit	% des crédits	% obtenant crédit	% des crédits	% obtenant crédit
Argent	72.7	76.6	54.4	72.5	35.7	45.2
Produits du pays	7.8	17.9	21.5	31.2	11.6	21.8
Produits du bois	0	0	1.4	3.3	0	0
Transports	3.5	6.7	1.7	2.9	0	0
Travail	1.8	5.4	4	4	17.7	6
Textile et production féminine	0	0	2.6	4.7	2.3	4.7
“pour solde de tout compte”	0	0	1.7	3.6	0	0
Artisans/tiers partie payments	3.9	4.8	4.3	8.3	3.8	6
Divers	10.21	31.74	8.5	12.7	29	39.1
Valeur totale	3036		4157		3217	
N° recevant crédit		167		212		248



Les gens gagnaient moins d'argent, ou avaient plus de difficultés à s'en procurer parce qu'il était moins abondant. Par conséquent, ils achetaient moins, et utilisaient comparativement moins de numéraire pour couvrir leurs dépenses.

Deux points valent la peine d'être notés concernant ces chiffres. Le premier est l'importance relative de l'argent comme source de crédit. Le second est son déclin relatif dans le temps dans les deux communautés. L'argent est presque toujours une source de crédit plus important que dans les magasins du Haut-Canada étudiés par McCalla. Cette importance n'est pas le fait de quelques clients hors normes qui auraient faussé les distributions statistiques. En premier lieu, un individu était tout aussi susceptible de payer en argent, uniquement en argent, jamais en argent, ou en produit agricole, que ses crédits se montent à 1.00 \$, 5.00 \$, 10.00 \$ ou 50.00 \$. La distribution des crédits n'est pas fonction du volume des transactions. En second lieu, dans les trois magasins, la principale source de crédit était aussi celle utilisée par la majorité des clients, et celle qui représentait la plus grande proportion de leur crédit. Chez Dufour, l'argent n'était la principale source de crédit que de seulement 15% des clients, et les produits agricoles représentaient au moins la moitié des crédits de trois-quarts des clients. Chez Emmerson en 1853, seul un client sur quatre apportait des produits agricoles au magasin; 42% des clients ne furent jamais crédités pour un paiement en argent, mais 31% n'eurent recours qu'à de l'argent, et l'argent représentait la moitié des crédits et plus de 40% de la clientèle. Chez Dewar et Hopkins en 1835 et 1840, la moitié et plus des clients avaient recours à l'argent. Pour résumer, les moyennes ne sont pas le résultat d'une distribution déséquilibrée, et sont raisonnablement représentatives de l'ensemble de la clientèle.

Peut-on attribuer l'importance de l'argent à Saint-André au fait qu'une forte proportion de la population ne vivait pas de l'agriculture? Les fermiers réglaient ils leurs comptes différemment du reste de la population? Il m'a été possible de jumeler 80 fermiers énumérés dans les recensements d'Argenteuil et Chatham de 1842 avec les clients de Dewar et Hopkins<sup>33</sup>. Les proportions de fermiers qui étaient crédités pour un versement d'argent – ou qui ne l'étaient jamais – étaient presque identiques à celles de l'ensemble de la population : 48% et 48% n'utilisèrent que de l'argent; 26% et 28% n'y eurent jamais recours (voir Tableau 8). Il y a une petite différence dans les crédits en produits agricoles. 69% de l'ensemble des clients ne reçurent aucun crédit pour ceux-ci, et 13% n'utilisèrent rien d'autre comme source de crédit. Chez les fermiers, les proportions étaient de 61 et 17%. En d'autres termes, les fermiers étaient plus susceptibles de payer en produits agricoles que les autres clients, mais n'étaient pas moins susceptibles d'utiliser l'argent. Donc non seulement des crédits élevés en argent n'était pas le fait que quelques clients atypiques, mais n'était

33 ANC, bobine C-728, Census of Lower Canada, Argenteuil and Chatham, 1842.

**Tableau 8**

**Credits chez Dewar et Hopkins- Fermiers du recensement jumelés avec le livre brouillard uniquement (année 1840)**

% total des crédits obtenus	N° obtenant ce % de crédit, par catégorie		% obtenant ce % de crédit, par catégorie	
	Produits du pays	Argent	Produits du pays	Argent
aucun	49	21	61.3	26.3
moins de 50%	7	12	8.8	15.0
50 à 99%	10	9	12.5	11.3
100%	14	38	17.5	47.5
total	80	80	100.0	100.0

même pas nécessairement le résultat d'une clientèle moins engagée dans l'agriculture.

Dans les deux régions donc, l'argent jouait un rôle important dans les échanges entre les populations et les marchands. L'importance de l'argent était aussi fonction de la nature, et de la santé de l'économie locale, et de la situation monétaire de la province. Les deux facteurs pouvaient être liés. B.A. Wales n'idéalisait peut-être pas le passé quand il affirmait que les autorités militaires avaient inondé la région d'argent. L'importance de l'argent comme source de crédits au magasin au milieu des années 1830 corrobore cette observation. Les autorités militaires ne réglaient pas leurs comptes en espèces, mais en traites en sterling. Toutefois, la proximité de Montréal permettait aux récipiendaires de ces traites de les convertir en espèces assez facilement, et ils mettaient ensuite ces espèces en circulation<sup>34</sup>. La fin des travaux sur les canaux de Grenville et de Carillon dut nécessairement entraîner une diminution des paiements militaires. La « Panique de 1837 » entraîna elle la suspension de la conversion des billets en espèces par les banques du Bas-Canada pendant un an. La conversion fut de nouveau suspendue de l'automne 1838 à juin 1839, suite à la Rébellion de 1838. Il en résultait une pénurie d'espèces, surtout de pièces de petites dénominations. Les marchands, dont Benjamin Wales, émirent leur propre monnaie pour pallier à cette insuffisance<sup>35</sup>. En 1840, les clients de Dewar et Hopkins se ressentaient peut-être encore de cette pénurie. En 1857, la situation était pire encore. Le déclin de l'agriculture a pu être une raison; une diminution des dépenses militaires au Canada suite à la Guerre de Crimée a pu

34 Elinor Kyle Senior, *British Regulars in Montreal, An Imperial Garrison 1832-1854* (Montreal-Kingston : McGill-Queen's, 1981), 185-205.

35 McCullough, 99-100; C. Thomas, 74; Adam Shortt, « The Commercial Crisis of 1837-38, » in Neufeld, 91-94.

en être une autre. Il y a toutefois une raison plus immédiate: une récession qui entraîna une diminution du numéraire en circulation<sup>36</sup>. Même si les revenus des villageois et fermiers avaient été constants, ils auraient eu des difficultés à se procurer du numéraire.

Il semble que la vallée du St Jean, elle, ait souffert d'un manque de numéraire au début du siècle, si l'on en croit les prêtres successifs<sup>37</sup>. L'ouverture des chantiers forestiers en 1824-1825 aurait mis fin à cette pénurie. Les chantiers offraient aux fermiers un marché pour leur fourrage, et une source d'emplois saisonniers pour les nouveaux pionniers et les fils en surnombres. Certains fermiers s'adonnaient aussi à la coupe pour leur propre compte<sup>38</sup>. La prospérité locale dépendait donc en grande partie de celle de l'industrie forestière. Une récession dans cette industrie privait les habitants du St Jean d'une source de revenus et de salaires. Les crises dans l'industrie forestière se traduisaient par une chute des prix du fourrage. Par exemple, l'avoine se vendait bon an mal an 2/6 (50¢) le boisseau, et un peu moins après la récolte. En 1848, elle était tombée à 1/8 (35¢), et en 1863 descendit à 1/3 (25¢). L'industrie forestière étant le plus gros secteur de la province, ses difficultés affectaient toutes les autres secteurs, y compris le secteur bancaire. La Banque centrale du Nouveau-Brunswick par exemple ferma ses portes en 1863<sup>39</sup>. Durant les récessions de 1848-1849 et 1857-1858, les banques provinciales é mirent aussi moins de billets et la circulation du papier monnaie dans la province diminua (ceci ne fut pas le cas en 1863 par contre)<sup>40</sup>. Une pénurie de billets entraînait une demande accrue pour les espèces, qui alors pouvaient être en quantités insuffisantes pour les besoins du reste de la population. Au Nouveau-Brunswick, comme à Saint-André donc, la diminution de l'usage de l'argent dans les magasins a coïncidé soit avec des crises économiques, soit avec des contractions du volume de la monnaie en circulation, soit avec une combinaison des deux phénomènes.

Il n'y avait toutefois pas que les crédits en espèces qui reflétaient les changements économiques de la région. Il en allait de même des crédits en

36 Neufeld, 3; Adam Shortt, « Currency and Banking, » in Neufeld, 136-141.

37 Archives de l'Archevêché de Québec, Lettres des prêtres missionnaires du Madawaska à l'évêque de Québec, lettres du 15 novembre 1821, 11 septembre 1822 et 27 mars 1824.

38 La relation entre l'industrie forestière et la population locale est attestée par de nombreux contemporains : Edmund Ward, *An Account of the St. John and its Tributary Rivers and Lakes* (Fredericton : Sentinel Office, 1841), 86; James W. F. Johnston, *Report on the Agricultural Capabilities of the Province of New Brunswick* (Fredericton, 2<sup>nd</sup> ed. 1850), 51; Presque Isle, Me. Presque Isle *Loyal Sunrise*, 12 October 1866; « Report of the Board of Agriculture of Aroostook County, » *Transactions of the Historical Society of Maine*, 1857, 23; Journal of the House of Legislature of New Brunswick, appendix, 1872, Charles Lugin. « Report on Agriculture, Victoria County. »

39 McCullough, 182.

40 McCullough, 182-183.

nature. En 1857, 12% des clients de Dewar et Hopkins apportèrent des œufs ou des produits laitiers en paiements (3% de la valeur des crédits). En 1835, ils ne reçurent presque aucune denrée de cette sorte (2 clients, 7.25 \$) et en 1840, 6% des clients les utilisèrent comme source de crédit (3% des crédits). Ce changement préfigurait les débuts de l'industrie laitière, qui joua un rôle significatif dans l'économie de l'ancienne seigneurie à partir de 1860<sup>41</sup>. Pendant la période qui nous intéresse toutefois, les produits laitiers ne quittaient pas la région; Dewar et Hopkins les revendaient localement.

Entre 1835 et 1857, les modes de paiements chez Dewar et Hopkins reflétaient également l'évolution des activités de Duncan Dewar. En 1857, 5% des clients apportèrent des écorces et de la pruche en paiement, produits que Dewar pouvait utiliser dans sa tannerie. On leur a crédité une moyenne de 9.20 \$ pour ces produits. Six individus travaillèrent à la tannerie et gagnèrent en moyenne 10 \$ chacun. Ces sommes étaient suffisantes pour épouser les débits moyens. Cinquante clients supplémentaires obtinrent un crédit total de 112 \$ en échange de peaux brutes. Les peaux de vache, apportées à la fin de l'automne et au début de l'hiver, valaient entre 2 \$ et 4 \$ pièce. La tannerie Dewar offrait donc à un petit nombre de ménage la possibilité de couvrir une bonne part de ses achats en ayant recours ni à l'argent ni à des produits agricoles conventionnels. (Une peau de vache représentait entre un quart et un tiers d'un débit moyen.) Ecorces, pruche et peaux étaient des produits locaux, comme le beurre et les œufs. Comme le beurre et les œufs, ils ne sortaient pas de la région. Le marchand vendait le cuir localement. En 1857, le cuir représentait 17% des ventes (en terme de valeur) et les chaussures, 10%.

Chez Emmerson, l'évolution la plus intéressante concerne les crédits triangulaires (A doit de l'argent à B qui le rembourse en lui accordant un crédit égal à cette somme sur son compte au magasin). Leur valeur change peu entre 1853 et 1863, mais ce n'est pas le cas des individus impliqués. En 1853, la tierce partie pouvait être n'importe qui. En 1863, ce sont le plus souvent des artisans ou artisanes : deux forgerons, deux tanneurs, le propriétaire du moulin à fouler, un cordonnier sellier, un fabricant de rouets, et deux Amérindiennes qui semblent avoir fait de bonnes affaires en confectionnant raquettes et mocassins. Emmerson s'approvisionnait d'ailleurs auprès d'elles. La spécialisation professionnelle commençait à poindre dans la région, et un secteur artisanal prenait forme, aidé par un marchand qui facilitait les échanges entre producteurs et clients (les artisans recevaient du magasin marchandises et argent).

---

41 Elizabeth Turcotte, « Balancing the Scales, Women's Economic Contribution through Dairy and Textiles, Argenteuil, 1831-1861, » (M.A. memoir, Department of History, University of Ottawa, 1996).

Les habitants du Haut Saint-Jean ont peut être eu un accès privilégié à d'autres sources de monnaie, du fait de leur location et de la présence dans leur région d'exploitants forestiers américains. En premier lieu, ils ont peut être été capables de se procurer facilement des dollars américains. Toutefois, dans les années 1840, l'exploitant Sheppard Cary du Maine payait ses hommes à la fin de la saison en billets émis par les banques du Nouveau-Brunswick ( qu'il se procurait probablement en vendant son bois à St. John)<sup>42</sup>. Et en 1846, le curé de Saint-Basile informait son évêque que « notre papier monnaie est tout du Nouveau-Brunswick »<sup>43</sup>. Pendant la Guerre de Sécession, cette alternative disparut. Les pièces américaines se déprécièrent (en 1863, la Poste canadienne décida de ne plus les accepter à leur valeur nominale). Les billets du trésor américains (*greenbacks*) perdirent aussi très vite de leur valeur et Emerson ne les acceptait qu'à 75¢ du dollar<sup>44</sup>.

Il est possible que d'autres formes de monnaie aient aussi circulé dans la région. La province ne semble pas avoir souffert d'une pénurie de pièces de faible dénomination. Deux émissions spéciales de pièces de cuivre britanniques pour la province en 1843 et 1854 excédèrent les besoins, et une partie des pièces fut envoyée à la fonte en conséquence<sup>45</sup>. L'industrie forestière a dû attirer de l'argent dans la province en général et dans la vallée en particulier. L'exploitant John Glazier qui régla un jour une partie de compte chez Emerson avec un chèque de 50 livres sterling sur la Banque d'Angleterre avait de toute évidence accès à de l'argent ou des effets de commerce anglais. « Argent » (cash) pouvait aussi être un terme recouvrant d'autres instruments circulant à leur valeur nominale. Les exploitants forestiers américains et les marchands de bardeaux auraient mis en circulation diverses formes de bons dans le nord du Maine. Les marchands de bardeaux payaient en bons remboursables à leur magasin. Cary donnait aussi à ses hommes des bons qui ne pouvaient être remboursés qu'une fois le bois vendu et qui circulaient comme de la monnaie jusque la fin de la saison. Les exploitants qui n'avaient pas de magasin s'arrangeaient pour que leurs bons soient encaissés par d'autres marchands. Selon Richard Judd, l'usage des bons, quoique illégal, était devenu habituel dans l'industrie forestière au milieu du siècle. Ces morceaux de papiers circulaient à leur valeur nominale et seule la panique de 1873 qui entraîna la faillite de nombreuses firmes mit fin à cette pratique<sup>46</sup>. Ces effets

42 Sheppard Cary papers, in possession of M. Frank Peltier, Houlton Maine, Memorandum of Charles Terrio, 26-9-1848. Ce contrat d'engagement utilise un formulaire pré-imprimé.

43 Archives de l'archevêché de Québec, lettres des prêtres missionnaires du Madawaska à l'évêque de Québec, lettre du 19 février 1846.

44 McCullough, 111.

45 McCullough, 174.

46 Richard W. Judd, *Aroostook, A century of Logging in Northern Maine* (Orono: University of Maine Press, 1989): 97-98.

n'apparaissent jamais chez Dufour ou Emmerson, mais pouvaient être dissimulés sous l'étiquette « cash »; ou bien, leur valeur était trop élevée : les bons de Jewett and Pitcher valaient entre 1 \$ et 300 \$<sup>47</sup>! Par contre Emmerson donnait marchandises ou argent contre les ordres des exploitants avec lesquels il faisait lui-même affaires, ou contre les ordres des arpenteurs provinciaux (l'achat du client était porté au compte de l'exploitant forestier, ou des arpenteurs).

Emmerson ne semble pas avoir subi passivement les effets de la crise de 1863. En décembre 1864, Emmerson qui s'était personnellement rendu à Québec obtint de son principal fournisseur, Ross & Co., 500 \$ en pièces d'argent, présumément en monnaie canadienne<sup>48</sup>. Par le biais de ses échanges, Emmerson se procurait donc des espèces à la valeur incontestée, qu'il mettait probablement en circulation localement.

Les deux grands livres qui reportent les échanges entre John Emmerson et J.J. Hegan, de la mi-1854 à la mi-1864, donnent aussi quelques indications quant aux stratégies monétaires et financières de John Emmerson (Tableau 9). Ces comptes ne sont visiblement pas complets; les débits et crédits ne s'équilibrent pas du tout, et la valeur des livraisons de marchandises pour les trois dernières années est beaucoup trop faible (et ne correspond pas aux données du livre de commandes pour les années précédant 1859). En dépit de leurs imperfections, ces comptes indiquent que les effets de commerce et les lignes de crédit ouvertes par ses propres débiteurs restaient d'importantes sources de crédit pour Emmerson. En second lieu, Emmerson recueillait proportionnellement peu de papier monnaie ou de monnaie scripturale (à moins qu'il ne les ait simplement englobés dans la catégorie « cash »). Les traites sur le trésor et les « warrants » des commissions scolaires pouvaient par contre représenter des sommes considérables.

Hegan en retour envoyait à Emmerson argent (espèces et papier monnaie), effets de commerce, marchandises, et réglait ses comptes chez ses créiteurs de St. John ou de Fredericton. Jusqu'en 1860, les billets de la Banque de l'Amérique du Nord, une institution londonienne qui avait des succursales à Québec et à St. John dominent les envois de liquide. Après 1860, les billets de banque cèdent la place à l'or anglais. Donc, jusqu'au début de la Guerre de Sécession, Emmerson se procurait auprès de Hegan des billets de banque qu'ils pouvait utiliser à Québec (mais ils sont rarement mentionnés comme tels dans ses comptes avec ses fournisseurs de cette ville). Lorsque la guerre éclate, Emmerson décide de se replier sur des espèces métalliques anglaises, qu'il

47 Judd, 98.

48 Pourtant les premières pièces néo-brunswickoises furent mises en circulation au début des années 1860, les pièces de 1c en bronze en 1861 et les pièces de 5, 10 et 20 cents en argent en 1862 : McCullough, 179.

**Tableau 9****Transactions entre John Emmerson et J.J. Hegan, 1854-1864** (En % de la valeur totale annuelle)

Reçu de Hegan											
	1854 <sup>c</sup>	1855	1856	1857	1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864 <sup>c</sup>
"Cash"		4.1		41.4	11.7	30.8	1.4				
Billets de banque				12.5	22.3	10.9	45.6	6.7	37.2		
Indéterminé <sup>a</sup>					15.5						
Chèques			29.5								
Effets de commerce					0.9		1.4	0.6		18.1	
Billets à ordre en faveur de Emmerson			17.7	3.9	16.1		34.4	8.1	25.5	2.1	
Marchandises		95.9	52.8	42.2	33.5	58.3	17.2	32.6	27.9		
Or (Souverains anglais)								52	9.4	79.8	100
total %		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Valeur totale en \$	0	4358	6831	7730	15473	5845	14484	5974	5484	7763	4404
Envoyé par Emmerson à Hegan											
	1854	1855	1856	1857	1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864
"cash"		26.5	65.1	70.3	29.7	35.5	26	41.1	22.7	70.4	68.9
Billets de banque		7.4		3.4	10	9.6	4.6	16.5	30.2	13.7	2.9
Indéterminés <sup>a</sup>				6.9			9.7		47.1		24.5
Chèques					16.4						
Effets de commerce	100	62.9	29.7	17.8	37.9	51.5	29.8	29.5		4.6	
Fonds publics <sup>b</sup>		3.1	5.2	1.6	4.5	3.4	10.4	12.9		5.5	3.7
ordre de paiement sur le compte de Emmerson					1.5		19.5			5.8	
total %	100	99.9	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Valeur totale en \$	1245	2151	7488	11619	14408	14554	28662	15117	2985	10240	4907

<sup>a</sup> La somme reportée inclut "cash" et d'autres instruments<sup>b</sup> Traités sur le trésor, travaux publics, warrants des commissions scolaires<sup>c</sup> Années incomplètes

utilise dans ses règlement de comptes à Québec (son grand livre mentionne ces envois de souverains).

À sa mort, Emmerson était actionnaire de quatre banques: Banque du Peuple de Québec, Québec Bank, Montreal Bank, et Bank of Upper Canada (mais cette dernière venait de fermer ses portes); il avait aussi 3000 \$ en dépôt « en banque », mais l'inventaire n'indique pas laquelle. Or, il semble ne pas avoir maximisé les services que les banques pouvaient lui offrir. Ses livres n'indiquent jamais qu'il a demandé à une banque d'escompter un de ses effets de commerce; pour autant que l'on puisse juger, ses ordres en faveurs de tierces personnes étaient payables à vue. Il utilisait rarement chèques ou traites bancaires, et celles-ci lui étaient fournies par Hegan. Hegan et, secondairement, le marchand de bois de St. John, Edwin Fisher, lui servaient de banque; ils échangeaient son argent, lui fournissaient des billets, encaissaient divers effets financiers et réglaient ses comptes auprès de ses créiteurs. Emmerson avait même de l'argent en dépôt à intérêt chez Hegan (a son décès, Emmerson avait 4000 \$ en dépôt chez Hegan, et l'inventaire note que ceci rapportait 240 \$ d'intérêt). La « banque » de John Emmerson, c'était la maison d'import-export J.J. Hegan et Cie de St. John.

La plupart de l'argent qui passait entre les mains de John Emmerson ne provenait pas des fermiers et autres ménages ordinaires, mais de ses clients d'affaires, qui payaient en argent, traites et billets à ordres. Les fermiers et autres ménages ordinaires étaient toutefois capables de mettre la main sur des sommes d'argent qui n'étaient pas négligeables, même si elles fluctuaient avec la conjoncture. Emmerson a pu faire pressions sur eux pour qu'ils règlent leurs comptes au magasin en argent – ou tout au moins évitent de le régler en produits du pays. Emmerson était engagé dans de multiples affaires; il approvisionnait les chantiers forestiers; il était devenu très vite un grossiste régional, et faisait un gros volume d'affaires. Rassembler et revendre de petites quantités de produits du pays – 2 douzaines d'œufs ici, trois boisseaux de sarrasin là, un millier de bardeaux ailleurs – ne présentait encore pour lui aucun intérêt, et il est fort possible qu'il décourageait activement ce genre de paiement. Le peu de produits du pays utilisé comme moyen de paiement chez lui est frappant.

Si le client manquait d'espèce, il pouvait travailler pour lui. Emmerson avait toujours besoin de main-d'œuvre, sur ses fermes, dans son entrepôt, au débarcadère, et pour acheminer les marchandises de Rivière du Loup ou de Grand Falls à son magasin, ou de son magasin aux chantiers. Pendant la saison 1852-53 par exemple, il reçut 672 barils de farine et 123 barils de porc pour John Glazier, et 840 barils de marchandises pour lui-même. Entre 1846 et 1867, il recevait en moyenne 573 barils par an pour son propre compte, en plus des sacs, des boîtes, des caisses et autres contenants. Le transport de ces marchandises à lui seul exigeait une main d'œuvre abondante (d'après ses



propres livres, un traîneau avait une capacité utile de 4 barils de farine ou l'équivalent).

Les clients qui assuraient le transport pour lui évitaient d'avoir à engager une main-d'œuvre saisonnière et surtout d'immobiliser ses capitaux dans des traîneaux, voitures ou bateau et chevaux pour les tirer. Les fermiers pouvaient facilement fournir hommes, bêtes et équipement, et ne voyaient probablement pas d'un mauvais œil la possibilité de sortir de la maison et de donner de l'exercice aux chevaux. Une forte proportion de ces hommes semblent aussi avoir été payés comptant, et peut être en argent. Le livre de livraison énumère 85 individus qui transportèrent des marchandises entre Rivière-du-Loup et le magasin en 1853; seuls 18 d'entre eux avaient un compte au magasin et, de ces 18, seuls 8 se virent créditer des transports. Emmerson avait réussi à devenir un marchand détaillant grossiste et transporteur géographiquement très bien situé. Cela lui permettait de faire pression sur ses clients pour qu'ils le paient quand cela l'arrangeait (comme mentionné plus haut, on soldait fréquemment les comptes chez Emmerson) et sous une forme qui l'arrangeait. Il retournait la faveur, et payait une partie de ses hommes sur le champ.

L'argent donc n'était pas thésaurisé dans un bas de laine par les fermiers; il ne s'envolait pas non plus des provinces sitôt rentré, pour rééquilibrer une balance des comptes déficitaires. Il circulait et espèces métalliques et billets de banque allaient et venaient entre la ville de Québec, St. John (N.-B.), la vallée du Saint-Jean et les Etats-Unis. Les sources nous mettraient-elles en mesure de suivre l'argent qui changeait de mains chez Dewar et Hopkins, nous découvririons sans doute que celui-ci voyageait aussi beaucoup dans la région de Montréal. Quoique les billets de banque aient été d'une utilité limitée au comptoir des magasins ruraux, leur circulation libérait des espèces métalliques pour les transactions de faible valeur. Certaines régions, mieux articulées aux réseaux commerciaux continentaux ou Atlantique semblent avoir été plus capables de se procurer du numéraire. Ce n'est probablement pas un accident si les magasins étudiés ici étaient tous situés dans des régions particulièrement bien placées. St André était proche de Montréal, et d'une garnison britannique. La vallée du St Jean était très impliquée dans le commerce des produits forestiers. Ceci peut expliquer pourquoi les magasins étudiés par McCalla recueillaient peu d'argent en paiement en dépit du fait que la moitié d'entre eux étaient situés le long du St Laurent. Espèces et papier monnaie ne percolaient pas aussi facilement dans les régions agricoles.

En second lieu, les banques et leurs billets semblent avoir joué un rôle plus minime dans les économies régionales que les historiens l'ont laissé entendre. John Emmerson était peut être vieux jeu, mais il semble avoir préféré des instruments traditionnels, comme le billet à ordre, et les intermédiaires que les banques étaient supposées avoir remplacés: les négociants Hegan et Fisher ont dû avoir des relations d'affaires avec les différentes banques des St. John.

## SOLDER LES COMPTES

Emmerson lui fut capable de gérer ses considérables et profitables activités économiques en ayant des relations très limités et tardives avec celles-ci. Il est bien sûr dangereux d'extrapoler à partir d'un cas unique. Mais l'exemple de John Emmerson nous suggère que le rôle des banques dans les économies régionales ne doit pas être pris pour acquis – pas plus que la présence ou le manque d'espèces ou de billets de banques.